

La modération est un pas dans la bonne direction, mais elle ne suffit pas. Elle risque d'engendrer le ressentiment des éventuels acheteurs d'armes. Pour le meilleur ou pour le pire, le plus gros des ventes d'armes se fait entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Les pays acheteurs cherchent, comme c'est leur droit, à assurer leur sécurité. Dans bien des cas, ils ne cherchent qu'à maintenir la loi et l'ordre public sur leur territoire. Leur aliéner le droit d'acheter des armes, voire leur imposer des restrictions qualitatives, ne ferait qu'accentuer l'acrimonie qui marque le dialogue Nord-Sud. On croirait, à tort ou à raison, que les riches tentent encore une fois de substituer leur jugement à celui des pauvres. De plus, prétendre freiner la circulation des armes classiques ne change rien aux motifs des acheteurs.

C'est au niveau des motifs que nous avons le plus de chances de maîtriser le problème de l'achat des armes classiques, car c'est la peur de l'insécurité qui pousse les pays à vouloir s'en procurer. Les arrangements régionaux collectifs constituent la meilleure façon d'apaiser cette crainte. Les pays d'Amérique latine ont donné au monde un exemple à suivre: ils ont fait de leur continent une zone exempte d'armes nucléaires et ont convaincu les autres puissances de respecter leur décision. Des arrangements du même genre pourraient être appliqués, en Amérique latine comme ailleurs, à l'acquisition des armes classiques. Il appartiendrait aux autorités régionales de trouver des moyens d'inciter toutes les parties à la modération et de prévoir des sanctions en cas d'abus. A longue échéance, c'est, à mon avis, la meilleure façon de freiner la course aux armes classiques sans nuire aux relations entre les nations.

#### Maintien de la paix et sécurité

Tout en explorant ces moyens, et d'autres encore, de faire avancer la cause du désarmement, nous devons renforcer notre capacité mutuelle de maintenir la paix et la sécurité internationales. En mettant les choses au mieux, la réalisation de progrès concrets en matière de désarmement prendra des années, voire des décennies. Entre-temps, la sécurité des nations restera forcément précaire. Dans un monde de plus de 150 États, dont un grand nombre ont des prétentions sur leurs voisins, et où la pénurie des ressources et les déplacements de populations soulèvent des questions de vie ou de mort pour des millions de gens, la violence au sein des pays et entre eux est une déplorable réalité quotidienne. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour contenir et, si possible, empêcher la guerre. Son bilan est fait de réussites et d'échecs. Mais, quoi que nous puissions penser de ses possibilités, nous devons faire de notre mieux pour les améliorer et les accroître. De récents événements ont montré encore une fois les incertitudes qui pèsent sur les opérations de maintien de la paix et combien leur succès est nécessaire. Nous devons viser à créer les conditions qui permettront à tous les membres de réagir rapidement, impartialement et efficacement aux menaces faites à la paix chaque fois que les Nations Unies leur demandent de le faire. Je m'exprime ainsi au nom d'un pays qui a fait du maintien de la paix un volet spécial de sa politique de défense et qui a participé à toutes les grandes opérations des casques bleus de l'ONU.

Je désire ajouter quelques mots sur la question institutionnelle, qui est aussi à l'ordre du jour de notre session extraordinaire. Il est assez facile de changer les institutions, mais il faut comprendre que de nouvelles institutions ne rendent pas nécessairement plus facile la solution des questions difficiles.